**MODELE ARRÉTÉ DE MAINLEVEE D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE – PROCEDURE d'URGENCE**

**Relative au fonctionnement défectueux ou au défaut d'entretien des équipements communs d'un immeuble collectif à usage principal d'habitation, lorsqu'il est de nature à créer des risques sérieux pour la sécurité des occupants ou des tiers ou à compromettre gravement leurs conditions d'habitation ou d'utilisation**

**(Application du 2°) de l’article L511-2 du CCH)**

Le Maire/Président d’EPCI de \*\*\*

Vu le code de la construction et de l’habitation, notamment les articles L511-12, L.511- 14 et L511-19 ; L.521-1 et suivants, R 511-1, R511-7, R511-8 et 511-10 (*en cas de copropriété*)

Vu l’arrêté de mise en sécurité urgente du …..

Vu le rapport effectué par les services techniques de la commune …./ EPCI de ….

Ou, le cas échéant, le rapport d’expertise effectué par M….., en date du …..

attestant que les travaux réalisés sur les équipements communs *( à rappeler)* de l’immeuble collectif à usage principal d'habitation sis …….. ont mis fin au danger ou aux désordres affectant lesdits équipements, travaux de réparation (ou de remplacement) effectués au delà des seules mesures prescrites par l’arrêté susvisé;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Sur la base du rapport susvisé constatant la réalisation des travaux ayant mis fin aux dangers/ désordres constatés sur les équipements suivants *(ceux qui ont fait l'objet de l'arrêté de mise en sécurité urgente)* est prononcée la mainlevée de l’arrêté susvisé affectant l’immeuble sis ……, parcelles cadastrales numéro …..et appartenant à (propriétaire, copropriété ou autre …) demeurant à …. à la date de la notification du présent arrêté.

*Cas d’un immeuble collectif d’habitation en monopropriété*

M. \*\*\*, *(noms, prénoms)*, domicilié à \*\*\* ou résidant à \*\*\* *(adresse)*, né le \*\*\*, état civil, propriétaire de l’immeuble sis à \*\*\* *(adresse complété)* - \*\*\* (références cadastrales) – situé à \*\*\* *(bâtiment, étage)*, ou ses (leurs) ayants droit

*Si personne morale*

Propriété de \*\*\* forme de la personne morale *(société, SCI, association ou autre)*, ayant son siège social à \*\*\* *(adresse)* immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le N° \*\*\*, représenté par M. \*\*\*, en qualité de \*\*\* *(gérant en SCI)*, adresse,

*En cas de copropriété (les équipements communs sont toujours parties communes)*

Le syndicat des copropriétaires de l’immeuble en copropriété, situé à \*\*\* *(adresse complète)*, références cadastrales, et représenté par le syndic \*\*\* *(nom et adresse)*

**ARTICLE 2** *:* L’interdiction d'habiter ou d'utiliser les lieux (*selon le cas*) est également levée à la date de la notification du présent arrêté.

Le propriétaire visé à l’article 1er, le cas échéant, les copropriétaires bailleurs, respectent le droit des occupants en application des articles L521-1 et suivants du code de la construction et de l’habitation.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté ainsi que le rapport établi par M. …. seront notifiés à *(propriétaires, syndic …).*

Le présent arrêté est notifié aux occupants.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l’immeuble, affiché en mairie *et, le cas échéant, et publié conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de* ….

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté est transmis – *selon le cas*, au président de l’EPCI de ….au maire de la commune de ….Au préfet, sous-préfet de ….

Il sera également transmis à la CAF, à la MSA, et au gestionnaire du FSL

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de ….. dans le délai de 2 mois à compter de sa notiﬁcation ou dans le délai de 2 mois à partir de la réponse de l’administration si un recours administratif a été déposé au préalable. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

**ARTICLE 5 :** personne chargée de l’exécution

Date et signataire